



République du
Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION DE LA PRÉVISION ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES



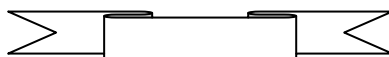
NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE

Septembre 2007

La note mensuelle de conjoncture est publiée au plus tard 30 jours après la fin du mois

DPEE/DSC @ Octobre 2007

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES



Directeur :	Sogué DIARISSO
Chefs de Division :	
Division des Projections Macroéconomiques et du suivi des Programmes :	Souleymane DIALLO
Division des Synthèses Conjoncturelles:	Oumy Ndiaye SARR
Division des Etudes, des Politiques Economiques	Mouhamadou Bamba DIOP

EQUIPE DE REDACTION

Directeur de publication :	Sogué DIARISSO		
Coordonnateur :	Oumy Ndiaye SARR		
<i>Rédacteurs :</i>			
<i>Issa</i>	<i>WADE :</i>	<i>Environnement International et Agriculture</i>	
<i>Sylvain Pierre</i>	<i>NDIONE :</i>	<i>Secteur Secondaire</i>	
<i>Rama FALL</i>	<i>GAYE :</i>	<i>Elevage Pêche et Indice du chiffre d'affaires des services</i>	
<i>Sérigne Moustapha</i>	<i>SENE :</i>	<i>Indice du chiffre d'affaires du commerce</i>	
<i>Oumy Ndiaye</i>	<i>SARR :</i>	<i>Indice Harmonisé des Prix à la Consommation</i>	
<i>Baye Elimane</i>	<i>GUEYE :</i>	<i>Taux de Change Effectif Réel</i>	
<i>Mbaye</i>	<i>GUEYE :</i>	<i>Commerce Extérieur</i>	
<i>Mamadou</i>	<i>CISSE :</i>	<i>Finances Publiques</i>	
<i>Baïdy Baro</i>	<i>MBAYE :</i>	<i>Monnaie et Crédit</i>	

AGENTS D'APPUI

Mame Aminata	DIAW :	Enquêtrice
Amadou Lamine	KENA :	Enquêteur

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES GRAPHIQUES	6
RESUME	7
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	10
1.1. Croissance économique mondiale : décélération de la croissance mondiale	10
1.2. Marchés monétaires et financiers : nouveau record d'appréciation de l'euro face au dollar...	10
1.3. Echanges commerciaux et inflation	10
1.4. Marchés des matières premières : tensions sur le marché du pétrole.....	11
II. SECTEUR PRIMAIRE.....	14
2.1. Agriculture : amélioration de la pluviométrie	14
2.2. Elevage : production en baisse.....	14
2.3. La Pêche : baisse mensuelle des débarquements.....	16
III. LE SECTEUR SECONDAIRE	18
3.1. Chiffre d'affaires dans l'industrie : ralentissement de la croissance.....	19
3.2. Chiffre d'affaires des BTP : baisse des activités en variation mensuelle.....	19
IV. SECTEUR TERTIAIRE	20
4.1. Chiffre d'affaires des services : contreperformances des activités.....	20
4.2. L'activité commerciale : conjoncture morose	21
V. INFLATION ET COMPETITIVITE	23
5.1. Prix à la consommation : Poursuite de la hausse des prix	23
5.2. Taux de Change Effectif Réel: Poursuite des pertes de compétitivité	25
VI. COMMERCE EXTERIEUR	26
6.1. Les exportations de biens.....	26
6.2. Les importations de biens	27
VII. FINANCES PUBLIQUES.....	28

7.1. Recettes budgétaires en hausse soutenue.....	28
7.2. Dons.....	29
7.3. Dépenses budgétaires	29
VIII. MONNAIE ET CREDIT	30
8.1. Position extérieure nette en détérioration	30
8.2. Crédit intérieur : Faible progression de l'encours	30
8.3. Masse monétaire en contraction	31

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Abattages contrôlés au Sénégal	16
Tableau 2 : Débarquement de la pêche au Sénégal (en tonnes)	17
Tableau 3 : Indice du chiffre d'affaires de l'industrie et des BTP base 100 en 2004.....	18
Tableau 4 : Indice du chiffre d'affaires dans les services	20
Tableau 5 : Indice du chiffre d'affaires du commerce base 100 en 2004	22
Tableau 6 : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation	24
Tableau 7 : Taux de Change Effectif Réel	25
Tableau 8 : Exportations en valeur (millions F CFA)	26
Tableau 9 : Importations en valeur (millions F CFA).....	27
Tableau 10 : Situation monétaire intégrée (Juin 07 – Septembre 07).....	29

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Evolution de l'euro par rapport au dollar 2004-2007	11
Graphique 2 : Evolution du cours mondial du pétrole (Brent) en dollar par baril 2004-2007	12
Graphique 3 : Evolution du cours mondial du riz en dollar par tonne 2004-2007.....	12
Graphique 4 : Evolution du cours mondial de l'huile d'arachide en dollar par tonne 2004-2007.....	13
Graphique 5 : Evolution de la pluviométrie	14
Graphique 6 : Abattages contrôlés au Sénégal	15
Graphique 7 : Evolution des débarquements de la Pêche	16
Graphique 8 : Indice du chiffre d'affaires dans l'industrie et les BTP	19
Graphique 9 : Indice du chiffre d'Affaires des services	21
Graphique 10 : Indice du chiffre d'affaires du commerce	21
Graphique 11 : commerce extérieur	27
Graphique 12 : Répartition des crédits au secteur privé selon la durée et la branche d'activité.....	31

RESUME

La décélération de l'économie mondiale annoncée pour l'année 2007 se confirme. Elle résulte du ralentissement continu de l'activité dans les principales économies avancées, malgré la robustesse de la croissance dans les pays émergents. En effet, dans les pays industrialisés, durant la première moitié de 2007, la croissance s'est installée sur un rythme annuel de 2 % contre 2,8% pour la même période en 2006. Le rythme de croissance dans la seconde moitié de l'année s'annonce plus faible compte tenu des signes de repli des activités observés dans l'industrie manufacturière et dans le secteur des services des pays de l'OCDE durant le troisième trimestre de 2007.

Sur le marché monétaire et financier, l'euro n'a cessé de franchir de nouveaux records d'appréciation face au dollar. La faiblesse du billet vert face à la plupart des grandes monnaies a été exacerbée par l'effondrement de l'indice de confiance des consommateurs américains. La parité euro/dollar a franchi le cap de 1,4 et reste plombée par les conditions difficiles de l'économie américaine.

Dans ce contexte économique, les échanges commerciaux sont caractérisés par la réduction du déficit commercial américain, avec des exportations stimulées par la faiblesse du dollar et des importations qui se contractent. Cette baisse de la demande américaine, qui tire la demande mondiale, se traduit globalement par une décélération du rythme de progression des prix à l'échelle mondiale.

Toutefois, les marchés des matières premières, au troisième trimestre de 2007, sont caractérisés par les tensions sur le marché pétrolier. On note, par ailleurs, des tensions sur les prix des produits alimentaires.

Au plan intérieur, le secteur primaire est caractérisé au niveau du sous-secteur agricole

par une amélioration de la pluviométrie, à fin septembre 2007. Ce déficit pluviométrique continue d'affecter le sous secteur de l'élevage qui a été marqué par une baisse de la production de viande. Quant au sous secteur de la pêche, la tendance baissière des débarquements se poursuit.

L'hivernage a été globalement satisfaisant, malgré un début difficile marqué par un retard d'installation dans certaines localités. En effet, le déficit pluviométrique, très marqué en début de saison, s'est résorbé sur la majeure partie du pays. Toutefois, d'importants déficits sont toujours notés dans certaines localités du sud, du sud-est et du centre-est du pays.

S'agissant du secteur secondaire, durant le mois de septembre 2007, le chiffre d'affaires des entreprises a accusé une légère baisse de 0,7% par rapport au mois précédent. Ce résultat est consécutif aux contreperformances relevées au niveau du secteur des bâtiments et travaux publics qui ont baissé de 17,3%. Par contre, en glissement annuel, le chiffre d'affaires du secteur a enregistré une croissance de 18,1%, grâce aux résultats appréciables observés au niveau des sous secteurs de l'industrie et des bâtiments et travaux publics qui ont augmenté respectivement de 40,1% et de 15,1%. En moyenne sur les neuf premiers mois de 2007, les activités se sont bien comportées dans les différents secteurs avec une croissance globale de 6,6% par rapport à la même période en 2006.

Les activités du secteur tertiaire ont connu un repli qui s'est traduit par une baisse du chiffre d'affaires, aussi bien des services que du commerce, respectivement de 6,9% et de 2%, entre les mois d'août et de septembre 2007. En glissement annuel, le chiffre d'affaires des services a baissé de 10,8%, alors qu'une hausse de 2,3% est notée pour le

commerce. Cependant, en moyenne sur les trois premiers trimestres de 2007 par rapport à 2006, le chiffre d'affaires a augmenté de 13,8% pour les services et de 11,4% pour le commerce. Ainsi il a été noté dans l'évolution du commerce de gros des produits agricoles et du commerce des autres biens de consommation de très fortes variations par rapport à 2006 qui amènent à s'interroger sur l'existence de fortes marges spéculatives pour ces activités. Les marges sur le commerce de détail paraissent raisonnables, mais cumulées à celles du commerce de gros, elles induiraient de très fortes tensions inflationnistes sur les prix à la consommation.

Concernant les prix à la consommation, ils ont poursuivi leur tendance haussière au mois de septembre 2007, avec une variation mensuelle de 1,3%, imputable notamment aux prix des produits alimentaires (2,8%) et du transport (+1,0%). En glissement annuel, le niveau général des prix a augmenté de 6,0% par rapport à septembre 2006 et de 5,7%, en moyenne, sur les neuf premiers mois de 2007. Cette hausse s'expliquerait essentiellement par les produits locaux qui contribuent à hauteur de 80,7% à l'explication de l'inflation contre 19,3% pour les produits importés. Toutefois, certains produits locaux ont un contenu en importation assez élevé, ce qui amène à nuancer le constat susmentionné. Cependant, dans les autres pays de l'UEMOA, l'évolution des prix est assez faible. Ainsi l'inflation est négative au Niger et au Burkina Faso, moins de 1% au Togo (0,41%) et au Bénin (0,93%) et inférieure à 3% au Mali (1,2%) et en Côte d'Ivoire (2,1%). Elle est par contre supérieure à 3% en Guinée Bissau (3,5%).

Avec ces tensions inflationnistes, l'économie sénégalaise a enregistré en septembre 2007, des pertes de compétitivité de 1,4% par rapport à août 2007. Celles-ci résultent, d'une part, d'un différentiel d'inflation défavorable (1,0%) du fait de la hausse plus marquée des prix intérieurs (+1,3%) que ceux extérieurs (+0,3%) et,

d'autre part, de l'appréciation du Franc CFA (+0,4%) vis-à-vis de la monnaie des pays partenaires. En glissement annuel, les pertes de compétitivité sont estimées à 3,8% par rapport à septembre 2006, et se situent à 4,3%, en moyenne sur les neuf premiers mois de 2007.

Les échanges extérieurs, au mois de septembre 2007, seraient caractérisés par une progression de 7,1% des exportations et un repli de 23,9% des importations. Ainsi, le déficit de la balance commerciale s'est amélioré de 4,9 milliards et se situe à 92,2 milliards, contre 96,9 milliards en août 2006. Sur les neuf premiers mois de 2007, la valeur cumulée s'établirait à 529,0 milliards pour les exportations et à 1526,4 milliards pour les importations, soit un déficit commercial de 997,4 milliards contre 783,6 milliards en fin septembre 2006.

S'agissant des finances publiques, la gestion budgétaire à fin septembre a été caractérisée par le bon comportement du recouvrement des recettes fiscales qui ont atteint 754,5 milliards soit une amélioration de 77 milliards. Quant aux dépenses et prêts nets, elles ont fait l'objet d'une exécution prudente relativement aux indicateurs de suivi budgétaire de l'UEMOA. Elles sont estimées à fin septembre 2007 à 949,7 milliards, soit une augmentation de 42,2 milliards. Ainsi le déficit budgétaire dons compris à fin septembre 2007 est estimé à 97,7 milliards contre 164 milliards à la même période en 2006.

Quant à la situation monétaire, l'encours du crédit intérieur est évalué à 1174,7 milliards à fin septembre 2007. Par rapport à la fin du mois précédent, il progresserait de 23,1 milliards (2%), sous l'effet d'une hausse de 31 milliards des créances nettes du système bancaire à l'Etat atténuée par une baisse de 7,9 milliards des crédits accordés au secteur privé. L'encours des crédits du système bancaire au secteur privé serait constitué de 828,6 milliards de

crédits à court terme, de 299,2 milliards de crédits à moyen terme et de 23 milliards de crédits à long terme (2%).

Pour le financement bancaire des activités, l'industrie manufacturière, les « Hôtels-Bars-Restaurants » et les services resteraient les plus financés par le système bancaire. Ainsi, le financement de l'industrie manufacturière ressortirait à 326,8 milliards, composés de 255,8 milliards de crédit à court terme, de 70 milliards de crédits à moyen

terme et de 1,03 milliards de crédits à long terme. Les « Hôtels- Bars- Restaurants » seraient financés à hauteur de 302 milliards, répartis en crédits à court terme (242,3 milliards), en crédits à moyen terme (56,8 milliards) -et en crédits à long terme (3 milliards). L'encours des crédits accordés aux services s'afficherait à 203,9 milliards, dont 105,1 milliards de crédits à court terme, 81,7 milliards de crédits à moyen terme et 17,2 milliards de crédits à long terme.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Croissance économique mondiale : décélération de la croissance mondiale

Depuis le début de 2007, la décélération de l'économie mondiale annoncée pour l'année se confirme, notamment en raison du ralentissement continu de l'activité dans les principales économies avancées, malgré la robustesse de la croissance dans les pays émergents. En effet, dans les pays industrialisés, durant la première moitié de 2007, la croissance s'est installée sur un rythme annuel de 2 % contre 2,8% pour la même période en 2006. Le rythme de croissance dans la seconde partie de l'année s'annonce plus faible compte tenu des signes de repli des activités observés dans l'industrie manufacturière et dans le secteur des services des pays de l'OCDE durant le troisième trimestre de 2007. Aux États-Unis, les perspectives de croissance se sont davantage assombries et la confiance des consommateurs s'est effondrée. En effet, la stabilisation attendue du marché immobilier est une nouvelle fois différée à cause des conditions

économiques devenues plus difficiles. La croissance en moyenne annuelle devrait ainsi nettement fléchir à 1,8 % en 2007 contre 2,9% en 2006. S'agissant de l'économie britannique, elle devrait être particulièrement affectée par la crise financière, bien que bénéficiant d'une croissance forte sur l'ensemble de l'année, avec un taux de 3,0 %. Au Japon, la croissance resterait pénalisée par la faiblesse de la demande des ménages. Elle s'établirait à 1,9 % en 2007 après 2,2 % l'année dernière. En zone euro, la croissance continue de s'appuyer sur la demande intérieure mais serait en légère baisse en 2007, en moyenne annuelle, avec un taux de 2,6% après 2,9 % en 2006. Par contre, en ce qui concerne les pays émergents, en particulier la Chine, l'Inde et la Russie, l'activité économique devrait rester dynamique avec des taux de croissances élevés, mais insuffisants pour compenser les baisses de la contribution des pays avancés.

1.2. Marchés monétaires et financiers : nouveau record d'appréciation de l'euro face au dollar

Sur le marché monétaire et financier, l'euro, au cours du troisième trimestre de 2007, notamment durant le mois de septembre, n'a cessé de franchir de nouveaux records d'appréciation face au dollar. La faiblesse du billet vert face à la plupart des grandes monnaies a été exacerbée par l'effondrement de l'indice de confiance des consommateurs américains. La parité euro/dollar a franchi 1,4 et reste plombée par les conditions difficiles de l'économie américaine.

Dans la zone économique ouest africaine, le franc CFA continue de s'apprécier face à certaines monnaies locales. Par rapport à l'Ouguiya, il s'est apprécié de près de 5% sur les neuf premiers mois de 2007 comparés à la même période en 2006. Vis-à-vis du Cedis et du Naira, le franc CFA s'est apprécié respectivement de 9% et de 7% sur la même période. Par contre, comparé au franc guinéen, le franc CFA continue de se déprécier, avec un taux estimé à près de 13%.

1.3. Echanges commerciaux et inflation

Dans ce contexte de décélération prononcée de l'économie américaine et de dépréciation progressive du dollar, les déséquilibres mondiaux devraient diminuer,

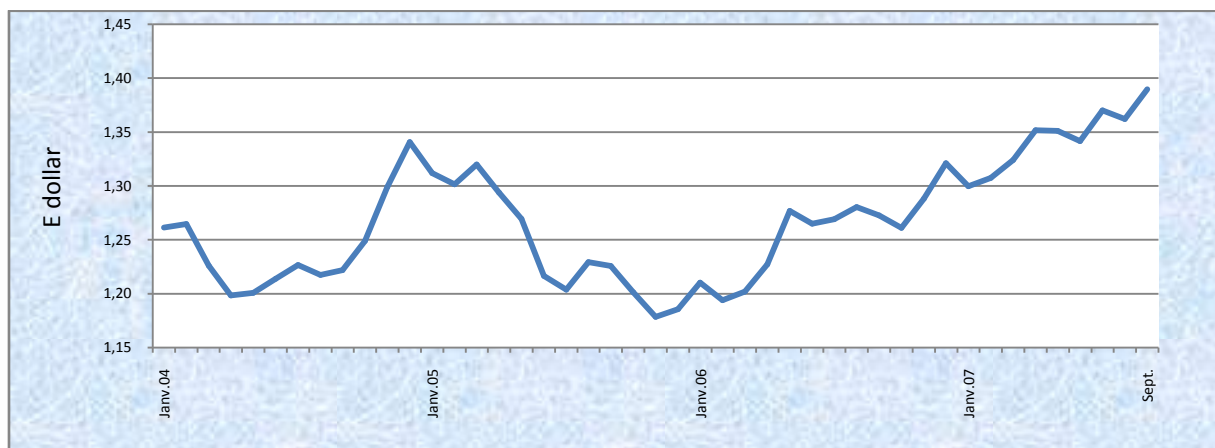
notamment les écarts de conjoncture entre les États-Unis et ses partenaires de l'OCDE. En effet, la faiblesse du dollar face à la plupart des grandes monnaies pourrait naturellement

réduire le déficit commercial américain, en stimulant les exportations tout en contractant les importations. Cette baisse de la demande américaine se traduirait par une décélération des prix à l'échelle mondiale. Par contre, en zone euro, par contre le commerce extérieur serait pénalisé par un environnement international moins porteur et un euro qui s'apprécie. Sous l'hypothèse d'un taux de change de 1,40 dollar/euro en moyenne d'ici à la fin de l'année, la contribution du commerce extérieur à la croissance serait ainsi légèrement négative à l'horizon de 2007. Au Japon, les pressions déflationnistes persistent toujours et la poursuite de la dépréciation du yen face au dollar soutient fortement le commerce extérieur. Au Royaume-Uni, le commerce

extérieur reste affecté par la forte monnaie, mais la baisse de l'inflation devrait offrir des gains de pouvoir d'achat aux ménages dont la consommation resterait solide pour soutenir l'économie.

Dans la zone UEMOA, l'inflation reste toujours maîtrisée autour de 2%, en moyenne, durant les neuf premiers mois de 2007. Toutefois, d'un pays à un autre, l'évolution des prix est très différenciée. Si au Sénégal et en Guinée Bissau, les taux sont estimés respectivement à 5,7% et à 3,5%, par contre, au Burkina Faso et au Niger, les prix ont évolué négativement de 1,2%. Partout ailleurs, le taux d'inflation est contenu en dessous de 3%.

Graphique 1: Evolution de l'euro par rapport au dollar 2004-2007



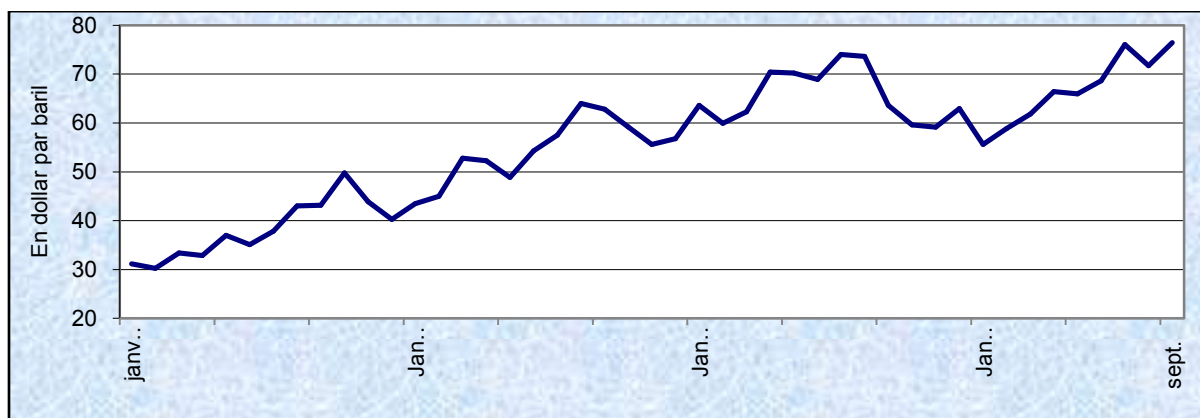
1.4. Marchés des matières premières : tensions sur le marché du pétrole

Les marchés des matières premières, au cours du troisième trimestre de 2007, sont caractérisés par les tensions sur le marché pétrolier et des prix des produits alimentaires.

Les cours du pétrole ont fortement progressé durant le mois de septembre 2007, atteignant une moyenne de 76,4\$/b, soit une augmentation de 7% par rapport au mois d'août. Comparés à septembre 2006, les prix

du baril ont enregistré une hausse de plus de 20%. L'envolée des cours a été déclenchée par la baisse des stocks américains de plus de 7 millions de barils et les incertitudes liées à la fermeture des installations pétrolières au Texas. Toutefois, le prix moyen du baril sur les neuf premiers mois de 2007 comparé à celui de la même période en 2006, a connu une légère baisse de 0,2%.

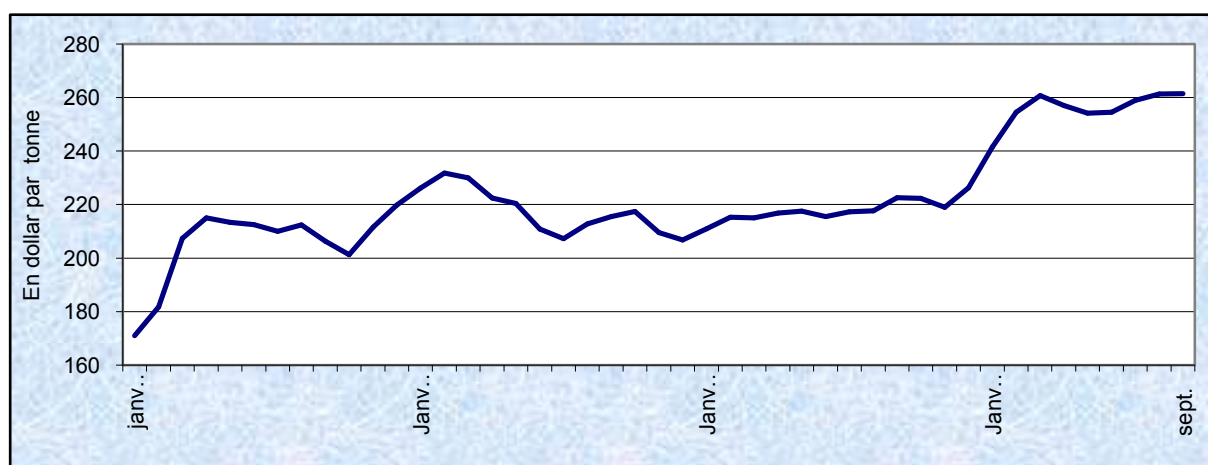
Graphique 2 : Evolution du cours mondial du pétrole (Brent) en dollar par baril 2004-2007



A l'instar du pétrole, les cours des céréales ont également flambé, tirés par la pénurie des graines sur le marché mondial. La situation se justifierait par l'important déficit qu'accuse la production mondiale face à une consommation qui se maintient. La pénurie sur les marchés du blé, du riz et du maïs a fait grimper les cours sur le marché mondial. Sur le marché du blé, les prix ont augmenté de plus de 65%, passant d'un prix moyen estimé de 126 à 208

\$/t en un an. S'agissant des prix du riz et du maïs, ils ont affiché respectivement, en moyenne, 256\$/t et 160 \$/t, correspondant à une progression de 18% et de 44% entre les neuf premiers mois de 2006 et 2007. En Afrique de l'ouest, la demande d'importation de riz restera toujours importante et devrait s'accroître légèrement, grâce à l'amélioration attendue de la production de cette campagne.

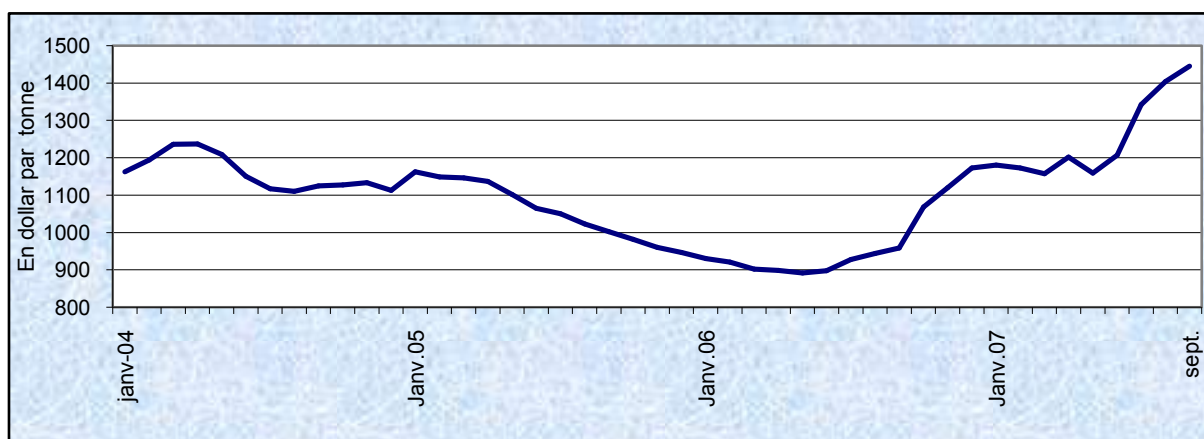
Graphique 3 : Evolution du cours mondial du riz en dollar par tonne 2004-2007



En ce qui concerne les oléagineux, les cours ont continué de grimper durant le mois de septembre pour la plupart des produits. Le déséquilibre des fondamentaux du marché est le principal facteur de l'envolée des cours. En effet, face à une demande particulièrement vigoureuse, essentiellement liée au développement des biocarburants, l'offre reste limitée par la sécheresse qui sévit en Chine et

au Brésil, la gelée anticipée aux Etats-Unis et les inondations en Malaisie. Sur le marché de l'huile d'arachide, le prix moyen sur les neuf premiers mois de 2007 est estimé à 1252 \$/t, soit une augmentation de 36%, comparativement à la même période un an auparavant. S'agissant de l'huile de palme, le prix moyen est estimé en 2007 à 731\$/t contre 456\$/t, correspondant à une hausse de 60%.

Graphique 4 : Evolution du cours mondial de l'huile d'arachide en dollar par tonne 2004-2007



Sur le marché du coton, les cours ont progressé en dents de scie durant les neuf premiers mois de 2007. Toutefois, en moyenne mensuelle, le prix du coton est estimé à 1346\$/t contre 1281\$/t pour la même période un an plus tôt, soit une augmentation de 5%. Le principal facteur de cette hausse serait lié à la prévision de baisse de la production de la présente campagne, attribuée au probable recul des superficies emblavées de 3%. Parallèlement, la consommation mondiale de coton devrait augmenter de 2%.

Par contre, au niveau du marché mondial du sucre, les cours continuent de se déprécier, affectés par la surabondance de l'offre. En effet, la production de sucre lors de la campagne 2006/2007 est estimée à 160,8 millions de tonnes contre 145,5 millions de tonnes un an auparavant, soit une hausse de

10,5%. Pour la campagne 2007/2008, le niveau de production est attendu à 164,4 millions de tonnes, correspondant à un accroissement de 2,2%. Quant au rythme de progression de la consommation entre 2005 et 2007, il est nettement plus lent que celui de la production, avec 3,3%. Le ratio stock/demande est estimé à 49% en 2007/2008 après 46% la campagne précédente. Cette situation largement excédentaire se traduit par une baisse des prix sur le marché mondial : sur les neuf premiers mois de 2007, en moyenne, les prix ont chuté de près de 37% comparé à la même période en 2006.

S'agissant du phosphate, le marché maintient sa fermeté, avec un prix moyen estimé à 62 \$/t sur les neuf premiers mois de 2007 contre 44\$/t pour la même période en 2006, soit une hausse de 41%.

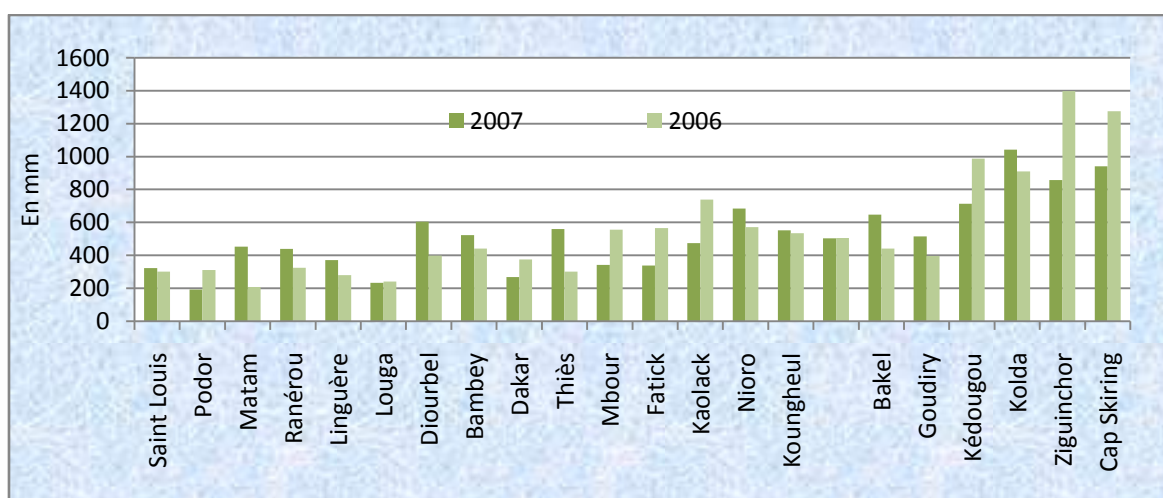
II. SECTEUR PRIMAIRE

2.1. Agriculture : amélioration de la pluviométrie

La situation pluviométrique, à fin septembre 2007 par rapport à la même période en 2006, a été globalement satisfaisante, malgré un début difficile marqué par un retard d'installation de l'hivernage dans certaines localités. En effet, le déficit pluviométrique, très marqué en début de saison, s'est résorbé sur la majeure partie du pays, avec un maximum de 1042 mm à Kolda et un minimum 192 mm à Podor. Toutefois, d'importants déficits sont toujours notés dans

la plupart des localités situées dans le sud, le sud-est et le centre-est du pays qui sont habituées à recevoir de fortes pluies, notamment à Ziguinchor (39%), à Kédougou (28%), à Kaolack (36%) et à Fatick (40%). D'autres poches déficitaires, non moins importantes, sont également observées sur l'axe nord-ouest : 38% à Podor et à Mbour et 28% à Dakar.

Graphique 5 : Evolution de la pluviométrie



2.2. Elevage¹ : production en baisse

L'essentiel de la production de viande (plus de 93%) est fourni par les bovins et les ovins. Au mois de septembre 2007, la production de viande est estimée à 1 651 tonnes contre 1 699 tonnes au mois précédent, soit une baisse de 2,8%.

Cependant, en glissement annuel une hausse de 1,5% est notée. La production cumulée sur les trois premiers trimestres de 2007 est également en augmentation de 1,5% par rapport à celle de la même période de 2006.

¹ L'estimation de la production de viande se fait à partir de l'abattage contrôlé au niveau des abattoirs du pays. La région de Dakar au mois de septembre a fourni plus de 76% de l'abattage contrôlé au niveau national.

2.2.1. Les bovins

La production de viande bovine au mois de septembre 2007 a atteint 1 074 tonnes, pour un abattage de 7 580 sujets contre 999 tonnes pour 7 102 têtes abattues au mois précédent, soit une augmentation de 7,5%. Par

contre, en glissement annuel, la production de viande a baissé de 7,7%. La production cumulée sur les trois premiers trimestres de 2007 est en hausse de 1,9% par rapport à la même période de 2006.

2.2.2. Les ovins

Durant le mois de septembre 2007, la production de viande ovine est estimée à 468 tonnes à partir de 36 880 sujets contre 526 tonnes pour 41 751 têtes au mois d'août 2007, soit une baisse de 11,2%. Cependant, en

glissement annuel et pour le cumul des neuf premiers mois de 2007 comparativement à 2006, des hausses respectives de 30,2% et 42,5% sont enregistrées.

2.2.3. Les caprins

Concernant les caprins, la production du mois de septembre 2007 est évaluée à 92 tonnes pour 10 128 sujets abattus contre 153 tonnes pour 16 916 têtes au mois précédent, soit une baisse de 39,6%. Par contre, le mois

de septembre 2007 comparé au même mois de 2006, affiche une hausse de 2%. Une augmentation de 16,1% est également notée en comparant le cumul des trois premiers trimestres de 2007 à celui de 2006.

2.2.4. Les porcins

La production de viande de porc est estimée à 12 tonnes au mois de septembre 2007. Elle baisse ainsi de 8,6% par rapport au mois passé, mais augmente sensiblement de

91,2% en glissement annuel. Le cumul des neuf premiers mois de 2007 est également en hausse de 22,2% par rapport à celui de 2006.

Graphique 6 : Abattages contrôlés au Sénégal

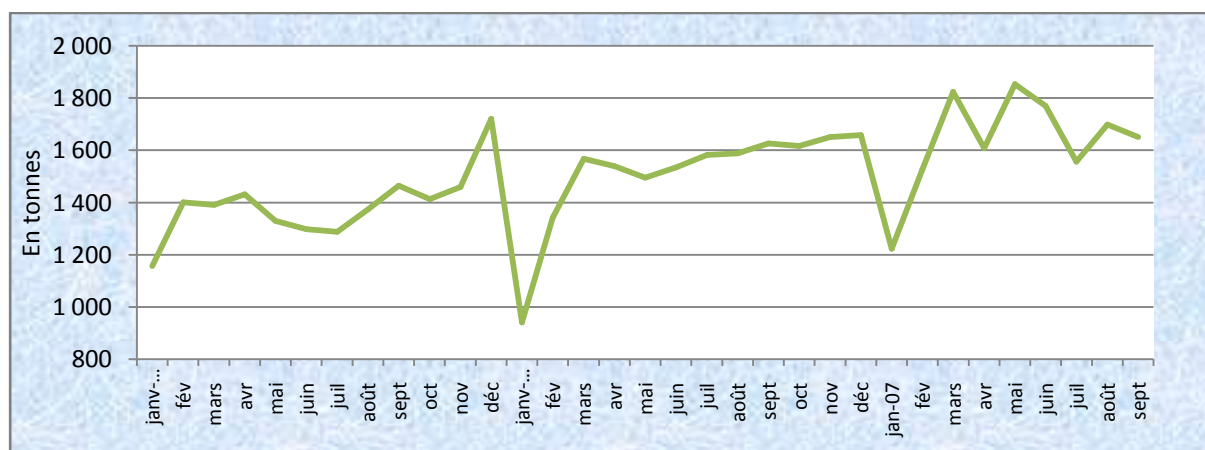


Tableau 1 : Abattages contrôlés au Sénégal

Espèce (Poids en tonnes)		2 006			2 007			variation en %			
		août	Sept.	9 mois	août	Sept.	9 mois	2007		2007/2006	
								Sept/août	Sept	9mois	Sept
Bovins	Nombre	7 707	8 058	60 395	7 102	7 580	60 897	6,7	-5,9	0,8	
	Poids	1 088	1 163	9 463	999	1 074	9 644	7,5	-7,7	1,9	
Ovins	Nombre	26 415	25 889	203 994	41 751	36 880	298 744	-11,7	42,5	46,4	
	Poids	369	359	2 717	526	468	3 871	-11,2	30,2	42,5	
Caprins	Nombre	12 300	9 531	90 355	16 916	10 128	110 574	-40,1	6,3	22,4	
	Poids	117	91	887	153	92	1 030	-39,6	2,0	16,1	
Porcins	Nombre	169	123	1 901	302	278	2 338	-7,9	126,0	23,0	
	Poids	8	6	86	13	12	105	-8,6	91,2	22,2	
Equins	Nombre	45	54	458	44	33	503	-25,0	-38,9	9,8	
	Poids	4	4	34	4	3	41	-27,4	-39,5	18,6	
Asins	Nombre	67	70	786	38	51	494	34,2	-27,1	-37,2	
	Poids	2	3	29	1	2	19	43,9	-25,3	-35,4	
POIDS TOTAL		1 589	1 627	13 218	1 699	1 651	14 713	-2,8	1,5	11,3	

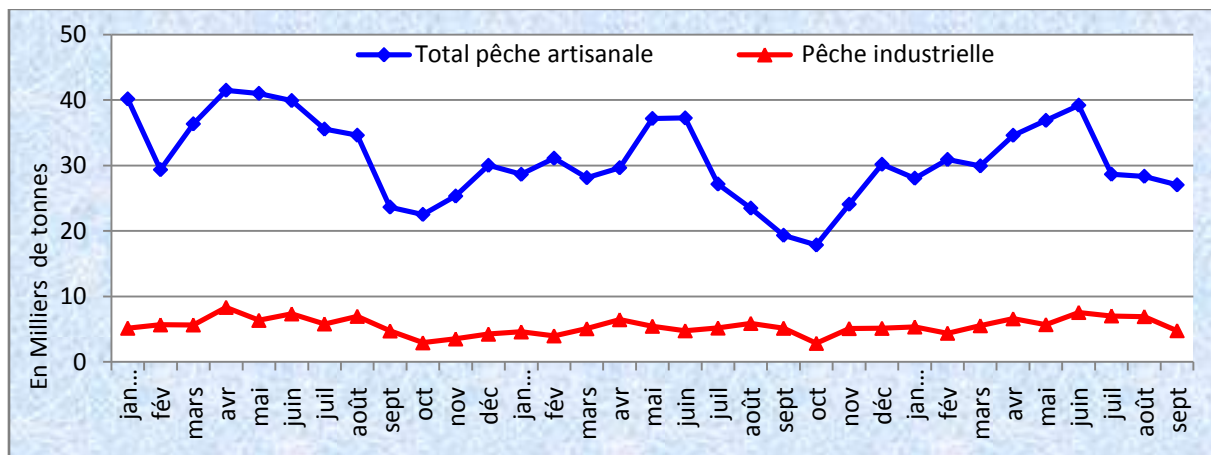
Source: DIREL/SOGAS

2.3. La Pêche : baisse mensuelle des débarquements

Malgré la reprise notée au niveau de l'activité ces derniers mois, le secteur de la pêche reste toujours affecté par la rareté de la ressource. Les débarquements de la pêche, au mois de septembre 2007, sont estimés à 31 834 tonnes contre 35 299 tonnes au mois précédent,

soit une baisse de 9,8%. Par contre, en glissement annuel et pour le cumul des trois premiers trimestres de 2007 comparativement au même cumul de 2006, des hausses respectives de 29,9% et 9,4% sont notées.

Graphique 7 : Evolution des débarquements de la Pêche



2.3.1 La pêche artisanale

Durant le mois de septembre 2007, les débarquements de la pêche artisanale sont estimés à 27 056 tonnes contre 28 364 tonnes au mois précédent, soit une baisse de 4,6%. La baisse amorcée depuis le mois de juin 2007, avec l'installation de l'hivernage, se poursuit malgré les hausses enregistrées dans les régions de St Louis (6,2%), Kaolack (56,8%) et Fatick (6,2%). Cependant, en glissement annuel, une augmentation de 39,8% est observée sous l'impulsion des régions de Thiès, Ziguinchor et Dakar qui ont vu leurs

prises croître respectivement de 77,7%, 26,2% et 6,1%. Les débarquements cumulés de la pêche artisanale sur les trois premiers trimestres de 2007, comparés à ceux de la même période de 2006, ont enregistré une hausse de 8,3%, malgré les baisses observées dans les régions de St Louis (-6,6%), Dakar (-6,1%) et Kaolack (-17%). La région de Thiès principale zone de débarquement de la pêche artisanale (plus de 70% des prises), a vu ses prises augmenter de 14,6% durant cette période.

2.3.2 La pêche industrielle

Durant le mois de septembre 2007, les débarquements de la pêche industrielle sont estimés à 4 778 tonnes contre 6 935 tonnes au mois précédent, soit une baisse de 31,1%. Une diminution de 7,3% est également notée en

comparant le mois de septembre 2007 à celui de 2006. Cependant, pour le cumul des neuf premiers mois de 2007 comparativement au même cumul de 2006, une hausse de 15,8% est enregistrée.

Tableau 2 : Débarquement de la pêche au Sénégal (en tonnes)

Période	2006			2007			variation en %		
							2007		2007/2006
	août	Sept.	cumul- 9 mois	aout*	sept*	cumul- 9 mois	sept/août	sept	9 mois
Régions									
Pêche artisanale par région									
Dakar	2 989	2 147	28 252	3 063	2 279	26 533	-25,6	6,1	-6,1
Thiès	14 736	10 765	164 866	19 157	19 134	188 990	-0,1	77,7	14,6
St Louis	2 907	3 752	40 119	2 074	2 203	37 487	6,2	-41,3	-6,6
Ziguinchor	1 782	1 902	17 610	3 053	2 401	19 063	-21,4	26,2	8,3
Fatick	826	580	8 636	725	770	8 924	6,2	32,8	3,3
Kaolack	100	99	570	44	69	472	56,8	-30,3	-17,2
Louga	159	108	2 048	248	200	2 340	-19,4	85,2	14,3
Pêche artisanale	23 499	19 353	262 101	28 364	27 056	283 809	-4,6	39,8	8,3
Pêche industrielle	5 890	5 152	46 555	6 935	4 778	53 903	-31,1	-7,3	15,8
TOTAL PECHE	29 389	24 505	308 656	35 299	31 834	337 712	-9,8	29,9	9,4

SOURCE : DPM, PAD, DPEE

*= données provisoires pour la pêche artisanale

III. LE SECTEUR SECONDAIRE

Le chiffre d'affaire du secteur secondaire a accusé, au mois de septembre 2007, une légère baisse de 0,7% par rapport au mois précédent. Ce résultat est consécutif aux contreperformances relevées au niveau du secteur des bâtiments et travaux publics qui ont baissé de 17,3%. Par contre, en glissement annuel, le chiffre d'affaires du secteur a enregistré une croissance de 18,1%, grâce aux

résultats appréciables observés au niveau des sous secteurs de l'industrie et des bâtiments et travaux publics qui ont augmenté respectivement de 40,1% et de 15,1%. En moyenne sur les neuf premiers mois de 2007, les activités se sont bien comportées dans les différents secteurs avec une croissance globale de 6,6% par rapport à la même période en 2006.

Tableau 3 : Indice du chiffre d'affaires de l'industrie et des BTP base 100 en 2004

Pond	SECTEURS	2006		2007				Variation en %		
		Sept.	9 mois	Juillet	Août	Sept.	9 mois	2007		2007/2006
								Sept/Aout	Sept.	
28	INDUSTRIES EXTRACTIVES	95,4	88,6	83,1	108,9	91,3	92,9	-16,2	-4,3	4,8
352	INDUSTRIES ALIMENTAIRES	136,6	137,0	142,2	150,7	138,8	143,7	-7,9	1,6	4,9
19	TEXTILES et CUIR	96,8	82,5	92,7	78,9	233,7	95,2	196,1	141,4	15,3
10	PAPIER CARTON	71,9	115,0	132,3	135,2	83,1	131,3	-38,6	15,5	14,1
16	EDITION IMPRIMERIE	107,8	95,9	128,59	82,1	132,9	100,2	61,9	23,2	4,5
	Raffinerie de pétrole	95,8	110,9	82,0	92,6	100,0	54,8	8,0	4,4	-50,6
	Industries.chimie.de base	36,1	28,7	6,9	87,5	36,5	51,5	-58,3	1,2	79,3
107	INDUSTRIES CHIMIQUES	87,6	98,0	104,5	130,1	91,3	93,5	-29,8	4,3	-4,6
23	CAOUTCHOUC et PLASTIQUE	114,2	112,6	134,8	132,2	117,9	126,4	-10,8	3,3	12,3
103	MATERIAUX DE CONSTRUCTION	99,8	149,8	175,8	168,8	149,2	153,0	-11,6	49,5	2,1
16	INDUSTRIES METALLURGIQUES	94,0	104,6	80,3	118,3	106,2	105,8	-10,2	13,0	1,2
7	FAB.MACHINES & MATERIELS	17,2	84,7	62,1	71,2	91,8	77,0	28,9	434,5	-9,1
7	REP NAVALE	82,1	119,1	100,0	264,6	93,3	130,2	-64,7	13,7	9,4
11	INDUSTRIES MANUFACTURIERES	77,4	80,7	80,4	83,1	81,3	90,9	-2,2	5,0	12,7
148	ENERGIE	166,7	124,2	137,6	132,0	209,3	136,0	58,6	25,5	9,6
851	INDUSTRIE	123,8	124,9	134,1	140,7	143,3	130,7	1,9	15,8	4,7
55	HYDRAULIQUE & TUYAUTERIE	85,5	106,4	106,0	96,3	130,1	106,9	35,0	52,2	0,4
87	PREPRAT. SITES & CONSTRUCT.BTP	65,8	92,0	96,7	136,6	88,5	123,2	-35,2	34,6	34,0
7	TRAV. INST. FIN.	104,4	124,9	137,9	240,4	110,7	146,5	-54,0	6,0	17,3
149	BATIMENTS TP CONSTRUCTIONS	74,8	98,8	102,0	126,7	104,8	118,3	-17,3	40,1	19,8
1 000	INDICE D'ENSEMBLE	116,5	121,0	129,3	138,6	137,6	128,9	-0,7	18,1	6,6

Source : DPEE

3.1. Chiffre d'affaires dans l'industrie : ralentissement de la croissance

Le chiffre d'affaires de l'industrie a augmenté de 1,9% en septembre 2007, après 4,9% au mois précédent. La croissance a été atténuée par les évolutions négatives relevées dans les principaux secteurs d'activités, notamment les industries chimiques (-29,8%), les industries extractives (-16,2%), les matériaux de construction (-11,6%) et les industries alimentaires (-7,9%). Les évolutions positives concernent essentiellement les industries textiles, les éditions et imprimeries, ainsi que l'énergie. En glissement annuel, le chiffre d'affaires du secteur secondaire a

augmenté de 15,8%, grâce à une bonne évolution d'ensemble. En effet, exception faite des industries extractives qui ont baissé de 4,3%, les autres secteurs ont enregistré des résultats positifs. La moyenne des neuf premiers mois de 2007 affiche une hausse de 4,7% par rapport à la même période 2006. Cette croissance a été soutenue par la bonne tenue des activités relevée dans les différents secteurs, à l'exception des industries chimiques qui ont enregistré une baisse du chiffre d'affaires de 4,6%.

3.2. Chiffre d'affaires des BTP : baisse des activités en variation mensuelle

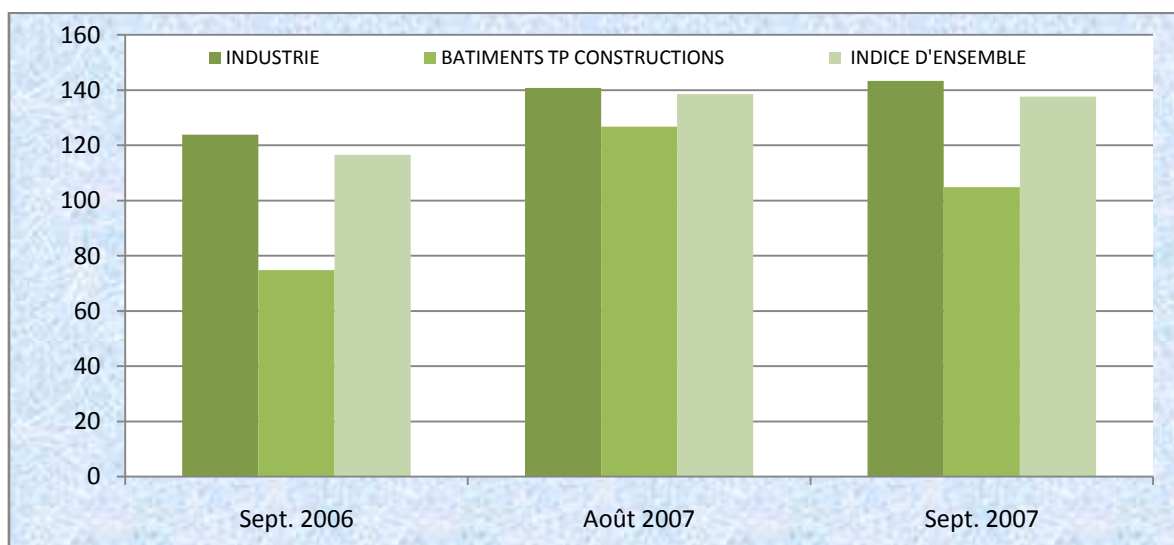
Durant de septembre 2007, le chiffre d'affaires du secteur a enregistré une baisse de 17,3% en variation mensuelle, consécutive au double effet de la baisse des travaux d'installations et de finition (-54,0%), ainsi que des activités de préparation de sites et construction de BTP (-35,2%). Ces résultats seraient liés à l'effet de l'hivernage sur les activités de Bâtiments et Travaux Publics. Par contre, les activités d'hydraulique et de tuyauterie sont restées dynamiques (35,0%).

grâce à une hausse significative des différents sous secteurs, notamment les travaux d'hydraulique et de tuyauterie (52,2%), et les activités de préparation de sites et construction de BTP (34,6%).

La tendance observée des huit premiers mois de 2007, se confirme avec les résultats appréciables enregistrés au mois de septembre. Ainsi, la moyenne des neuf premiers de 2007 affiche une hausse de 19,8% par rapport à la même période de 2006.

Par contre, en glissement annuel, le secteur a enregistré une croissance de 40,1%,

Graphique 8 : Indice du chiffre d'affaires dans l'industrie et les BTP



IV. SECTEUR TERTIAIRE

Les activités du secteur tertiaire ont connu un repli qui s'est traduit par une baisse du chiffre d'affaires, aussi bien des services (-6,9%) que du commerce (-2%), entre les mois d'août et de septembre 2007. En glissement annuel, le chiffre d'affaires des services a baissé de

10,8%, alors qu'une hausse de 2,3% est notée pour le chiffre d'affaires du commerce. Cependant en moyenne sur les trois premiers trimestres de 2007 par rapport à 2006, le chiffre d'affaires a augmenté de 13,8% pour les services et de 11,4% pour le commerce.

4.1. Chiffre d'affaires des services : contreperformances des activités

Le chiffre d'affaires des services a enregistré au mois de septembre 2007, une baisse de 6,9%, du fait des contreperformances notées au niveau des sous secteurs « Postes et Télécommunications » (-13,8%), « Transports » (-8,1%) et « Hôtels bars restaurants » (-32,9%). En glissement annuel, une baisse de 10,8% est observée. Cette situation est surtout favorisée par le recul enregistré au niveau du sous secteur « Postes et

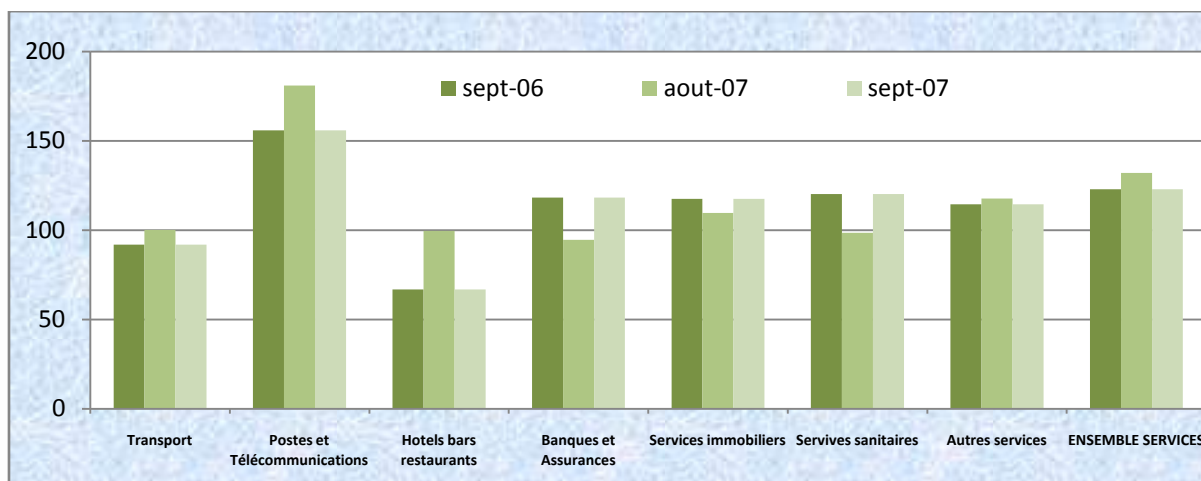
télécommunications » qui a accusé une baisse de 19,3%. Le sous secteur « Transport » a aussi enregistré une diminution de 4,7% de son chiffre d'affaires. Par contre, la moyenne des neuf premiers mois de 2007 est en hausse de 13,8% par rapport à celle de la même période en 2006. A l'exception des services de santé, dont le chiffre d'affaires a baissé de 23,5%, tous les autres services ont connu une évolution positive du chiffre d'affaires.

Tableau 4 : Indice du chiffre d'affaires dans les services

Branches	Branches	2006		2007			variation en %		
		sept	Moy. 9 mois	août	sept	Moy. 9 mois	2007 sept/août	2007/2006 Sept.	2007/2006 Moy. 9 mois
35	TRANSPORT FERROVIAIRE	45,8	65,2	62,6	63,8	77,5	1,9	39,3	18,8
19	TRANSPORT TERRESTRE	154,7	144,9	138,0	113,9	161,6	-17,5	-26,4	11,5
97	TRANSPORTS AERIENS	85,6	86,5	93,3	85,4	94,4	-8,5	-0,2	9,1
98	AUXILLIAIRES DE TRANSPORT	113,9	121,9	112,8	104,3	121,1	-7,5	-8,4	-0,7
250	Transport	96,5	101,9	100,1	92,0	108,2	-8,1	-4,7	6,1
391	Postes et Télécommunications	193,4	149,6	181,0	156,0	178,7	-13,8	-19,3	19,5
62	Hôtels bars restaurants	94,8	107,9	99,7	66,9	110,9	-32,9	-29,4	2,7
196	Banques et Assurances	109,2	95,1	94,7	118,2	105,2	24,8	8,2	10,6
10	Services immobiliers	97,6	98,6	109,7	117,6	160,1	7,2	20,5	62,4
12	Services sanitaires	128,4	119,7	98,6	120,3	91,6	22,0	-6,3	-23,5
80	Autres services	105,7	104,2	117,7	114,6	119,7	-2,6	8,4	14,8
1000	ENSEMBLE SERVICES	137,9	120,0	132,1	123,0	136,6	-6,9	-10,8	13,8

Source : DPEE

Graphique 9 : Indice du chiffre d’Affaires des services

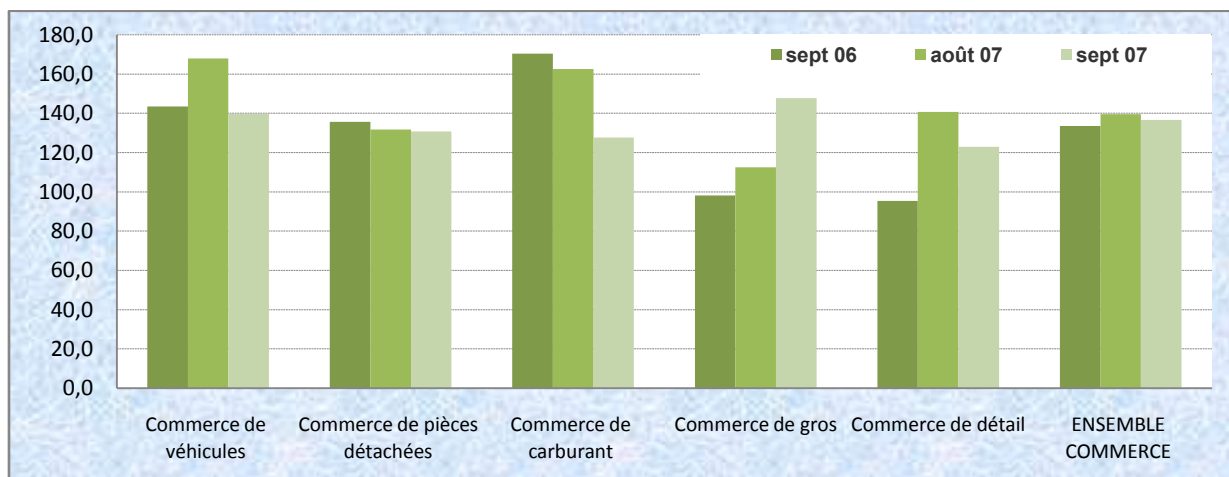


4.2 L’activité commerciale : conjoncture morose

L’activité commerciale en septembre 2007 a subi un repli en rythme mensuel de 2% du chiffre d’affaires, principalement dû au recul des ventes de carburant et de véhicules. En effet, le commerce de carburant (-21,5%) a maintenu sa tendance baissière amorcée depuis le mois d’août, subséquente au renchérissement des prix à pompe. Les concessionnaires de véhicules ont connu également une baisse du chiffre d’affaires de

16,9% et les détaillants de 12,6%. En fait en rythme mensuel, tous les sous-secteurs ont baissé, à l’exception du commerce de gros. Pour ce dernier, la hausse (31,3%) résulte de la forte croissance de la demande en biens de consommation durant le mois de ramadan (45,7%) et le retour des produits agricoles. Quant aux ventes de pièces détachées, elles n’ont pas connu de variation significative.

Graphique 10 : Indice du chiffre d’affaires du commerce



Néanmoins, la performance du chiffre d’affaire du sous secteur comparée à 2006 a été appréciable, tant en glissement annuel (2,3%) qu’en moyenne sur les neuf premiers

mois (11,4%). Le commerce de gros (50,6%) et le commerce de détail (28,9%) se sont bien comportés. A l’opposé, les ventes de véhicules,

de pièces détachées et de carburant ont respectivement baissé de 2,7%, 3,6% et 25,1%.

En moyenne sur les neuf premiers mois de 2007, le commerce s'est bien comporté avec une hausse du chiffre d'affaires de 11,4% par rapport à 2006 ; seul le commerce de véhicules a été en retrait de (5,2%). Cette

performance s'explique notamment par les fortes hausses du chiffre d'affaires du commerce de gros des produits agricoles (51,4%) et du commerce des autres biens de consommation (28,4%). Ces évolutions pourraient peut être liées à l'existence d'importantes marges spéculatives sur ces types d'activités.

Tableau 5 : Indice du chiffre d'affaires du commerce base 100 en 2004

Pond	SECTEURS	2006	2007			Variation en %		
		Sept.	Juil.	Août	Sept.	Sept.07/ Août07	Sept07/ Sept06	Neuf mois
46	Commerce de vehicules	143,6	152,3	168,0	139,7	-16,9	-2,7	-5,2
21	Commerce de pieces detachees	135,7	136,4	131,7	130,8	-0,7	-3,6	23,7
451	Commerce de carburant	170,5	177,4	162,6	127,6	-21,5	-25,1	12,2
15	Commerce de gros de produits agricoles	63,4	67,9	69,2	98,6	42,4	55,5	51,4
200	Commerce d'autres biens de consommation	77,0	94,1	117,2	170,7	45,7	121,8	28,4
15	Commerce de gros de textiles	122,3	113,4	93,8	81,7	-12,9	-33,2	7,4
48	Commerce produits pharmaceutiques	123,2	121,2	118,8	102,8	-13,5	-16,6	-0,5
18	Commerce matériaux de construction	105,3	119,6	111,5	86,4	-22,5	-17,9	7,2
19	Commerce machines, équipements électriques	92,9	106,8	110,2	85,9	-22,0	-7,5	14,2
115	Autres commerce de gros	125,5	138,9	110,3	161,1	46,1	28,4	-2,4
430	Commerce de gros	98,1	110,5	112,5	147,7	31,3	50,6	13,0
22	Vente en magasin specialise	103,6	120,2	169,1	135,7	-19,7	31,0	8,3
5	Vente spécialisée de quincaillerie	106,5	116,1	105,2	118,2	12,4	11,0	-18,0
5	Vente spécialisée de livres, journaux	71,3	144,3	117,6	83,8	-28,7	17,5	17,8
18	Vente matériels de bureaux	88,6	110,9	122,5	119,4	-2,5	34,7	16,7
51	Commerce de detail	95,4	118,9	140,6	122,9	-12,6	28,9	8,5
1000	ENSEMBLE COMMERCE	133,6	143,5	139,5	136,7	-2,0	2,3	11,4

Source : DPEE

V. INFLATION ET COMPETITIVITE

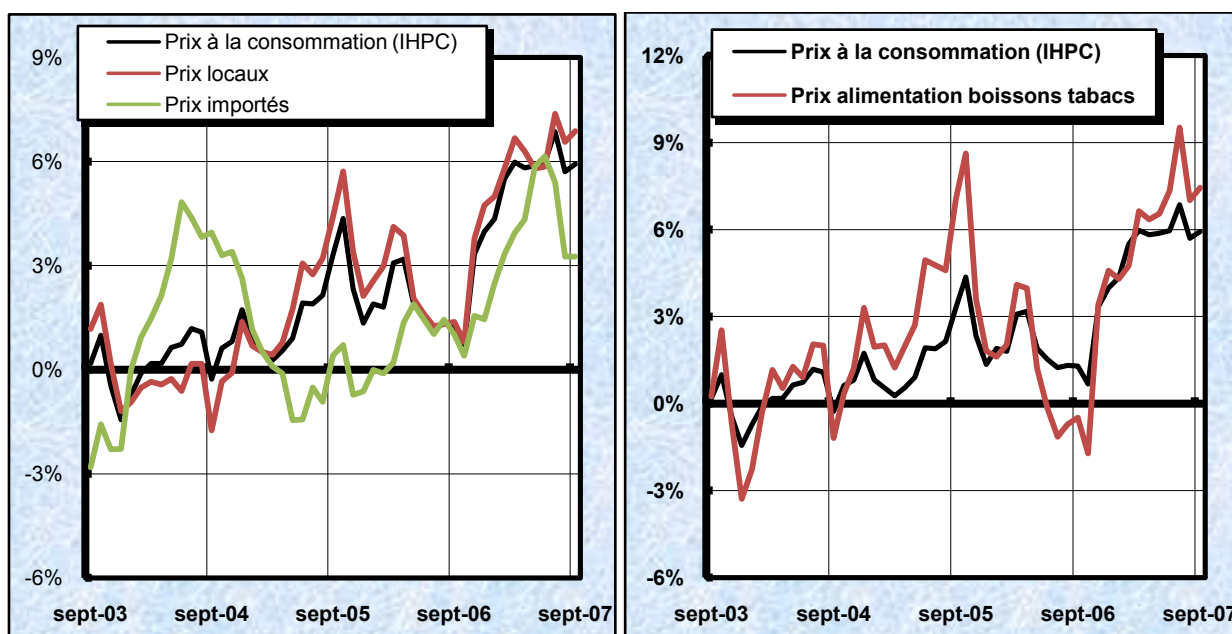
5.1. Prix à la consommation : Poursuite de la hausse des prix

Les prix à la consommation, ont poursuivi leur tendance haussière au mois de septembre 2007, avec une variation mensuelle de 1,3%, imputable notamment aux prix des produits alimentaires (2,8%) et du transport (+1,0%). En glissement annuel, le niveau général des prix a augmenté de 6,0% par rapport à septembre 2006 et de 5,7%, en moyenne, sur les neuf premiers mois de 2007. Cette hausse s'expliquerait essentiellement par les produits locaux qui contribuent à hauteur de 80,7% à l'explication de l'inflation contre

19,3% pour les produits importés. Toutefois, certains produits locaux ont un contenu en importation assez élevé, ce qui amène à nuancer le constat susmentionné.

Cependant, dans les autres pays de l'UEMOA, l'évolution des prix est assez faible. Ainsi l'inflation est négative au Niger et au Burkina Faso, moins de 1% au Togo (0,41%) et au Bénin (0,93%) et inférieure à 3% au Mali (1,2%) et en Côte d'Ivoire (2,1%). Elle est par contre supérieure à 3% en Guinée Bissau (3,5%).

Graphique 12 : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation



Produits alimentaires : Poursuite de la hausse des prix

Les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées se sont appréciés de 2,8% en rythme mensuel. Cette augmentation résulte principalement de la hausse de 20,7% des prix des produits halieutiques, confrontés à la réduction de l'offre sur le marché ainsi que ceux des produits alimentaires non classés ailleurs (12,9%). Les fruits et le lait ont aussi

connu des hausses respectives de 6,9% et de 4,3%. Toutefois, on relève une baisse des prix de la viande de bœuf de 4,1% et des légumes frais de 5,1%. En glissement annuel, les prix des produits alimentaires se sont relevés de 7,4% par rapport à septembre 2006 et de 6,7% en moyenne sur les neuf premiers mois.

Logement, eau, gaz et autres combustibles : quasi stabilité

Les prix du logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles sont restés stables

en août et septembre 2007. Toutefois en glissement annuelle la hausse des prix reste

toujours élevée : 9,7% par rapport à septembre 2006 et 10,2% en moyenne sur les neuf

premiers mois de 2007.

Transport : légère hausse des prix

Les prix du transport ont enregistré un accroissement mensuel de 1,0%, résultant du plein effet de la hausse des prix des services de transport intervenue au courant du mois d'août 2007. Toutefois, la baisse des prix des carburants et lubrifiants de 2,2% a atténué

l'évolution des prix du transport. En glissement annuel, les prix du transport se sont accrus respectivement de 3,3% par rapport à septembre 2006 et se situent à 3,3% en moyenne sur les neuf premiers mois de 2007.

Santé : reprise de la hausse des prix

Les services de santé ont connu un relèvement mensuel des prix de 0,7%. Cette variation est consécutive à la hausse des prix des médicaments traditionnels (3,5%) et des services des hôpitaux (1,9%).

Comparativement à 2006, les prix des services de santé se sont appréciés de 0,6% par rapport à septembre 2006 et de 2,2% en moyenne sur les neuf premiers mois de 2007.

Services de restauration et d'hôtellerie : maintien de la stabilité des prix

Les prix des services de restauration et d'hôtellerie sont restés stables depuis juin 2007. Toutefois en glissement annuel, la hausse des prix reste toujours élevée avec

13,9% par rapport à septembre 2006 et 18,7% en moyenne sur les neuf premiers mois de 2007.

Tableau 6 : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

	Pond.	2006		2007			Variation en %		
		Sept.	Moy.	Août	Sept.	Moy.	2007		Moy. Sept
							Sept/Août	Sept.	
INDICE GLOBAL	10000	116,85	113,8	122,2	123,8	120,3	1,3%	6,0%	5,7%
Produits alimentaires, boissons non alcoolisées	4032	124,7	118,5	130,3	134,0	126,4	2,8%	7,4%	6,7%
Log. eau, électric., gaz et autres...	1686	121,5	120,0	133,3	133,3	132,2	0,0%	9,7%	10,2%
Meubles, articles et entretien courant du foyer	661	99,3	99,2	103,9	104,1	103,5	0,2%	4,8%	4,3%
Santé	191	165,5	162,1	165,5	166,6	165,6	0,7%	0,7%	2,2%
Transports	826	125,4	123,3	128,5	129,8	125,3	1,0%	3,5%	1,6%
Communications	205,0	107,0	107,0	107,0	107,0	107,0	0,0%	0,0%	0,0%
Loisirs et culture	402,0	102,0	101,7	101,6	101,4	101,5	-0,2%	-0,6%	-0,1%
Enseignement	136,0	148,9	148,9	161,7	161,7	161,7	0,0%	8,6%	8,6%
Hôtels, cafés, restaurants	165,0	145,6	136,8	165,9	165,9	162,3	0,0%	13,9%	18,7%
Autres biens et services	436	95,5	97,0	95,6	95,7	95,8	0,1%	0,2%	-1,3%

Source : ANSD

5.2. Taux de Change Effectif Réel: Poursuite des pertes de compétitivité

En septembre 2007, comparativement au mois précédent, l'économie sénégalaise a enregistré des pertes de compétitivité de 1,4%. Celles-ci sont la résultante d'une part d'un différentiel d'inflation défavorable (1,0%) du fait de la hausse plus marquée des prix intérieurs (+1,3%) que ceux extérieurs (+0,3%) et d'autre part de l'appréciation du Franc Cfa (+0,4%) vis-à-vis de la monnaie des pays partenaires. En glissement annuel, l'économie sénégalaise a enregistré des pertes de compétitivité estimées à 3,8% par rapport à septembre 2006. Ces pertes ont atteint 4,3% en moyennes sur les neuf premiers mois de 2007.

Vis-à-vis des pays partenaires de la zone UEMOA, entre août et septembre 2007, l'économie a subi des pertes de compétitivité de 1,6% induites par la hausse du niveau général des prix intérieurs (+1,3%) combinée à la baisse de ceux des partenaires commerciaux de la zone (-0,3%). Ainsi, sur les neuf premiers mois, les pertes de compétitivité sont évaluées 4,2% par rapport à la même période de 2006.

Par rapport à la zone euro, en septembre 2007 comparé au mois précédent, l'économie a enregistré des pertes de

compétitivité évaluées à 1,0% essentiellement imputables au différentiel d'inflation défavorable résultant de la hausse des prix des partenaires commerciaux de la zone (+0,3%) moins marquée que celle des prix intérieurs (+1,3%). Depuis le début de l'année, les pertes de compétitivité constatées vis-à-vis de la zone sont de 4,0%.

Relativement aux autres pays partenaires industrialisés non membres de la zone euro, des pertes de compétitivité de 2,3% sont enregistrées en septembre 2007 suite à un différentiel d'inflation défavorable (+1,1%) et à l'appréciation du Franc Cfa (+1,2%) vis-à-vis de la monnaie des pays partenaires. Sur les neuf premiers mois, ces pertes sont de 3,4%.

Par rapport aux pays partenaires africains non membres de l'UEMOA, l'économie a subi des pertes de compétitivité de 0,8% entre les mois de juillet et septembre 2007, en raison notamment d'un différentiel d'inflation défavorable (+0,9%) et malgré la dépréciation de 0,1% du Franc CFA vis-à-vis de leur monnaie.

Tableau 7 : Taux de Change Effectif Réel

Base 2005=100	juil.-07	aout-07	sept-07	juil.-07	aout-07	sept-07
Global						
Prix extérieurs	103.6	104.2	104.4	106.4	106.9	107.2
Prix intérieurs	101.6	102.9	104.0	108.6	108.7	110.2
TCEN	102.4	102.6	102.4	102.7	102.7	103.0
TCER	100.4	101.3	102.0	104.8	104.4	105.9
<i>Variations TCER</i>	1.0%	0.9%	0.7%	2.2%	-0.3%	1.4%

Source : DPEE

VI. COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges extérieurs du Sénégal en septembre 2007 ont connu une progression de 7,1% des exportations et un repli de 23,9% des importations caractérisent l'évolution des échanges extérieurs entre août et septembre 2007. Ces deux évolutions contrastées ont permis d'atténuer le déficit de balance commerciale qui s'est établi à 92,2 milliards au mois de septembre 2007 contre 144,4 milliards au mois précédent et 91,1 milliards un an auparavant.

Sur les neuf premiers mois de 2007 ressort avec un niveau de 529,0 milliards pour les exportations et de 1 526,4 milliards des importations, soit un déficit commercial de 997,4 milliards contre 783,6 milliards pour la même période en 2006.

Les exportations et les importations ont respectivement baissé en volume de 22,1% et de 33,1% entre août et septembre 2007.

6.1. Les exportations de biens

Les exportations de biens se chiffrent à 60,7 milliards au mois de septembre 2007 soit 4,0 milliards. Cette hausse est essentiellement imputable aux produits pétroliers. En glissement annuel, la valeur des exportations a augmenté de 16,1% au mois de septembre 2007.

de 3,4% par rapport à celle de la même période de l'année 2006. La hausse de 14,9% des exportations des produits alimentaires, notamment les produits halieutiques (10,4%) et les produits arachidières (67,3%), et de 18,9% pour l'acide phosphorique, n'a pas compensé la baisse de 29,9% des exportations de produits pétroliers.

Sur les neuf premiers mois de 2007, la valeur cumulée des exportations est en baisse

Tableau 8 : Exportations en valeur (millions F CFA)

	2006			2007			Variation (%)		
	Août	Sept.	Cumul 9 mois	Août*	Sept.	Cumul 9 mois	(4)/(3)	(4)/(1)	(5)/(2)
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(4)/(3)	(4)/(1)	(5)/(2)
PRODUITS ALIMENTAIRES	15 714	14 379	144 758	20 367	12 654	166 352	-37,9%	-12,0%	14,9%
Dont :									
- PRODUITS HALIEUTIQUES	12 963	10 302	111 861	14 456	11 690	123 455	-19,1%	13,5%	10,4%
- LEGUMES FRAIS	17	9	7 445	31	18	7 357	-40,0%	94,2%	-1,2%
- PRODUITS ARACHIDIERS	1 876	3 323	15 969	4 976	24	26 717	-99,5%	-99,3%	67,3%
CIMENT HYDRAULIQUE	3 300	2 293	30 547	3 204	2 362	30 505	-26,3%	3,0%	-0,1%
PRODUITS PETROLIERS	17 033	13 266	143 177	8 268	20 588	100 417	149,0%	55,2%	-29,9%
ENGRAIS MINERAUX ET CHIMIQUES	696	926	4 027		17	7 308	///	-98,1%	81,5%
ACIDE PHOSPHORIQUE		3 719	30 659	4 384	3 574	36 462	-18,5%	-3,9%	18,9%
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	36 744	34 583	353 169	36 223	39 196	341 045	8,2%	13,3%	-3,4%
AUTRES PRODUITS	20 279	17 742	194 250	20 494	21 544	187 933	5,1%	21,4%	-3,3%
TOTAL	57 022	52 325	547 419	56 717	60 740	528 978	7,1%	16,1%	-3,4%

Source : ANSD

* données rectifiées par rapport à la précédente publication

6.2. Les importations de biens

La valeur des importations de biens, au mois de septembre 2007, a accusé une baisse de 23,9% comparativement à celle du mois précédent en s'établissant à 152,9 milliards contre 201,1 milliards au mois d'août. Cependant, cette baisse cache la hausse enregistrée au niveau des importations de produits alimentaires notamment les produits laitiers et le riz dont les valeurs ont respectivement augmenté de 35,1% et 41,2%

entre les deux derniers mois. En glissement annuel, la valeur des importations a augmenté de 6,7% au mois de septembre 2007.

Les importations cumulées sur les neuf premiers mois de 2007 sont en hausse de 14,7% par rapport à celles de la même période de 2006. Quasiment, tous les produits sont sur cette même tendance, notamment le riz (37,8%) et les produits pétroliers (16,5%).

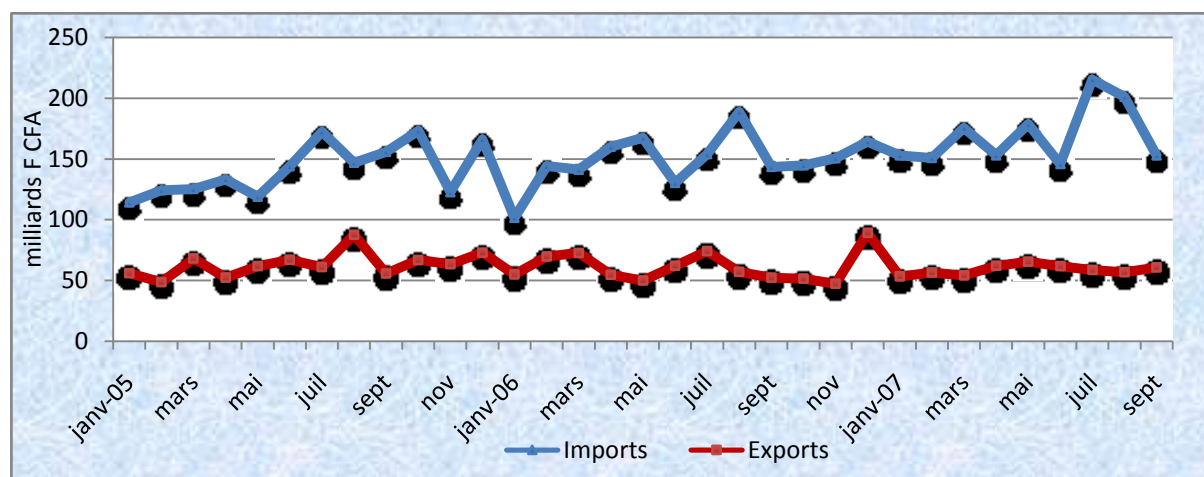
Tableau 9 : Importations en valeur (millions F CFA)

	2006			2007			Variation (%)		
	Août	Sept.	9 mois	Août*	Sept.	9 mois			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(4)/(3)	(4)/(1)	(5)/(2)	
PRODUITS ALIMENTAIRES	29 851	32 936	263 969	35 677	39 146	317 940	9,7%	18,9%	20,4%
- FRUITS ET LEGUMES COMESTIBLES	2 080	3 200	16 195	2 682	2 853	17 548	6,4%	-10,8%	8,4%
- FROMENT ET METEIL	2 204	3 378	29 266	4 154	2 318	39 376	-44,2%	-31,4%	34,5%
- MAIS	613	1 028	7 200	306	976	7 980	218,9%	-5,1%	10,8%
- RIZ	8 488	10 705	92 371	12 652	17 859	127 330	41,2%	66,8%	37,8%
- HUILES ET GRAISSES ANIMALES, VEGET.	3 210	3 828	43 284	6 259	6 305	50 900	0,7%	64,7%	17,6%
HUILES BRUTES DE PETROLE	9	1	85 764	39 731	2	117 064	-100,0%	170,2%	36,5%
AUTRES PRODUITS PETROLIERS	44 168	33 024	194 671	18 650	17 677	209 710	-5,2%	-46,5%	7,7%
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	5 143	5 566	43 855	5 224	4 496	43 302	-13,9%	-19,2%	-1,3%
MACHINES, APPAREILS & MOTEURS VEHICULES, MATERIEL TRANSP. & PIECES DETACHEES AUTO	32 711	17 777	204 433	21 740	19 373	202 605	-10,9%	9,0%	-0,9%
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	136 249	96 714	895 475	133 971	89 363	997 850	-33,3%	-7,6%	11,4%
AUTRES PRODUITS	52 535	46 671	435 587	67 124	63 577	528 559	-5,3%	36,2%	21,3%
TOTAL	188 785	143 385	1 331 062	201 095	152 940	1 526 409	-23,9%	6,7%	14,7%

Source : ANSD

* données rectifiées par rapport à la précédente publication

Graphique 11 : commerce extérieur



VII. FINANCES PUBLIQUES

A fin septembre 2007, la gestion budgétaire a été caractérisée par le bon comportement du recouvrement des recettes fiscales. Quant aux dépenses, elles ont fait

l'objet d'une exécution prudente relativement aux indicateurs de suivi budgétaire de l'UEMOA.

7.1. Recettes budgétaires en hausse soutenue

Les recettes budgétaires recouvrées cumulées au cours des neuf premiers mois de 2007 sont estimées à 776,3 milliards contre 705,6 milliards au cours de la même période de l'année précédente, soit une augmentation de 70,7 milliards en valeur absolue et 10% en valeur relative. Cette hausse provient des recettes fiscales, à la faveur à l'augmentation de l'assiette résultant de la croissance des activités, mais également de l'inflation.

Les recettes fiscales sont estimées à 754,5 milliards en cumul à fin septembre 2007 contre 677,5 milliards un an auparavant et s'améliorent ainsi de 77 milliards. Cette progression est sous l'effet principalement des impôts indirects et des impôts directs qui ont augmenté respectivement de 46,3 milliards et 7,7 milliards sur la période.

S'agissant des impôts indirects, la progression des recettes provient du bon comportement des droits de douane à l'importation, de la taxe sur la valeur ajoutée hors pétrole, des taxes spécifiques sur le pétrole et des recouvrements au titre du Fonds de Sécurisation des Importations de Produits Pétroliers (FSIPP).

Ainsi, les droits de porte (hors TVA) sont passés de 110,2 à fin septembre 2006 à 127,5 milliards à fin septembre 2007, soit une hausse de 17,3 milliards en valeur absolue et de 15,7% en valeur relative ; cette augmentation est essentiellement due aux droits de porte hors pétrole.

Pour ce qui concerne la TVA hors pétrole, celle recouvrée au cordon douanier a progressé de 21,7 milliards passant de 104,7

milliards à fin sept 2006 à 126,4 milliards à fin septembre 2007 ; tandis que pour la TVA recouvrée à l'intérieur, la progression est estimée à 10,5 milliards à fin septembre 2007 par rapport à 2006.

S'agissant des recettes pétrolières, seule la taxe spécifique assise sur les volumes affiche une bonne progression ; en effet, les recouvrements sont passés de 46,3 milliards à fin septembre 2006 à 56,6 milliards à fin septembre 2007, soit une hausse de 10,3 milliards en valeur absolue et 22,2% en valeur relative. Pour le FSIPP, les recouvrements sont évalués à 19 milliards à fin septembre 2007.

Quant aux impôts directs, ils sont passés de 180,2 milliards à fin septembre 2006 à 187,9 milliards à fin septembre 2007, soit une hausse de 7,7 milliards en valeur absolue et 4,3% en valeur relative. Cette progression est tirée par la bonne tenue de l'impôt sur le revenu qui est passé de 78,8 milliards à fin septembre 2006 pour se situer à 89,6 milliards estimés sur la même période en 2007. Cette amélioration a permis d'atténuer la baisse observée au titre de l'impôt sur les sociétés pour un montant de 4,5 milliards. En effet, cette dernière est passée de 78,6 milliards à fin septembre 2007 contre 74,1 milliards estimé sur la même période en 2006, en raison notamment de l'effet de la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les recettes non fiscales sont évaluées à 21,8 milliards à fin septembre 2007 contre 28,1 milliards un an auparavant, soit une baisse de 6,3 milliards, traduisant le niveau faible des recouvrements d'intérêts créditeurs et des dividendes relativement à l'année précédente.

7.2. Dons

Le montant des dons à fin septembre 2007 est évalué à 75,7 milliards contre 38 milliards un an auparavant, soit une progression de 37,7 milliards imputable en grande partie à l'augmentation des dons

budgétaires qui passent de 7,1 milliards à 31,1 milliards sur la période. Quant aux dons en capital, ils progresseraient de 13,7 milliards pour atteindre 44,6 milliards à fin septembre 2007.

7.3. Dépenses budgétaires

Les dépenses totales et prêts nets cumulés à fin septembre 2007 sont estimées à 949,7 milliards contre 907,5 milliards l'année précédente, soit une augmentation de 42,2 milliards en valeur absolue et 4,6% en valeur relative. Cette hausse provient tant des dépenses courantes que celles d'investissement.

Les dépenses courantes globales cumulées à fin septembre 2007 sont évaluées à 622,5 milliards contre 591,4 milliards sur la même période en 2006, soit une augmentation de 31,2 milliards, tirée par les autres dépenses courantes et la masse salariale et atténuée par une diminution des charges sur la dette.

Les autres dépenses courantes sont passées de 349,9 milliards à fin septembre 2006 à 356,7 milliards en fin septembre 2007, soit une progression de 6,8 milliards en valeur absolue. La masse salariale est chiffrée à 244,4 milliards en fin septembre 2007 contre 207,8 milliards un an auparavant, progressant de 36,6 milliards ; le ratio masse salariale rapporté aux recettes fiscales s'est établie à 32,4% soit en dessous du **plafond** recommandé par l'UEMOA. Le paiement des intérêts sur la

dette a baissé de 12,2 milliards et concerne essentiellement la dette extérieure.

Quant aux investissements totaux, ils sont évalués à 338,7 milliards à fin septembre 2007 contre 310,9 milliards un an auparavant. Ainsi, les dépenses en capital sur ressources internes sont passées de 219,2 milliards à 227 milliards évaluées pour fin septembre 2007, soit une amélioration de 7,8 milliards. Le rapport des investissements sur ressources internes relativement aux recettes fiscales s'établit à 30,1%, soit au-dessus du **plancher** recommandé par l'UEMOA, traduisant ainsi les efforts d'investissement consentis sur ressources propres.

Les dépenses en capital sur ressources extérieures sont estimées à 111,7 contre 91,7 milliards précédemment, soit une amélioration de 20 milliards.

Globalement, le déficit budgétaire dons compris à fin septembre 2007 est estimé à 97,7 milliards contre un déficit de 164 milliards à la même période en 2006. Le solde budgétaire de base est évalué en déficit de 50,2 milliards à fin septembre 2007.

VIII. MONNAIE ET CREDIT

La situation estimée des institutions monétaires à fin septembre 2007, comparée à celle de la fin du mois précédent, est marquée

par un repli des avoirs extérieurs nets, une hausse du crédit intérieur et une contraction de la masse monétaire.

8.1. Position extérieure nette en détérioration

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont estimés à 836,9 milliards à fin septembre 2007 contre 888,9 milliards un mois auparavant, soit une baisse de 52 milliards. Cette situation serait imputable aussi bien à la banque centrale qu'aux banques primaires. Estimée à 677,9 milliards à fin septembre 2007, la position extérieure nette de la BCEAO se détériorerait de 37,2 milliards

sur une base mensuelle. Sur la même base, celle des banques primaires se dégraderait de 14,8 milliards ou 8,1%, passant de 183,8 à 169 milliards. Rapportés aux importations de biens, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires couvriraient 5,6 mois à fin septembre 2007 contre 5,9 mois à la fin du mois précédent.

8.2. Crédit intérieur : Faible progression de l'encours

L'encours du crédit intérieur est évalué à 1174,7 milliards à fin septembre 2007. Par rapport à la fin du mois précédent, il progresserait de 23,1 milliards (2%), sous l'effet exclusif des créances nettes du système bancaire à l'Etat.

En effet, les créances nettes du système bancaire à l'Etat s'accroîtraient de 31 milliards entre fin août et fin septembre 2007 pour atteindre 23,9 milliards. Sur la même période, l'encours des crédits accordés au secteur privé diminueraient de 7,9 milliards pour se fixer à 1150,8. Cette baisse reflèterait le repli simultané des crédits ordinaires et des crédits de campagne.

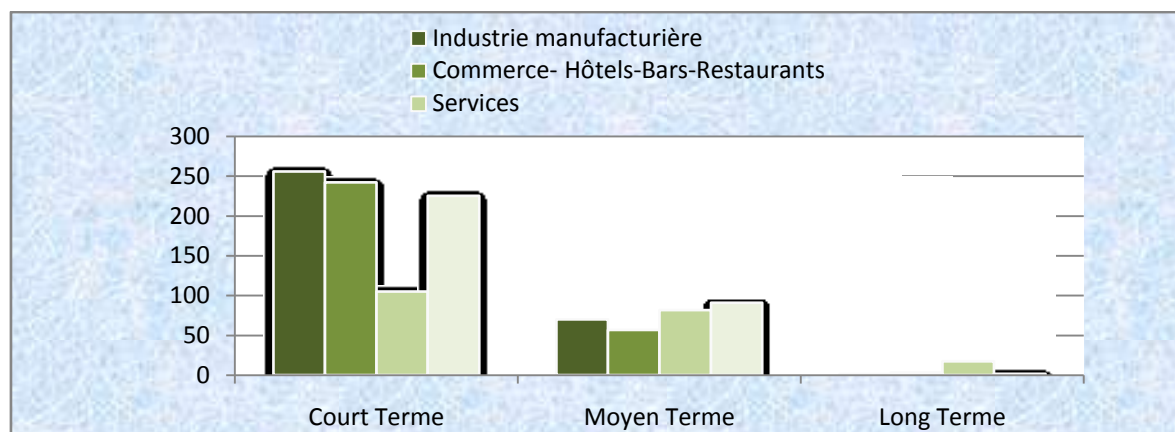
Représentant 99% des crédits au secteur privé, les crédits ordinaires se contracteraient de 7,1 milliards en variation mensuelle pour s'établir à 1138,2 à fin septembre 2007. Quant aux crédits de campagne, ils se positionneraient à 12,6 milliards, accusant ainsi une baisse de 0,9 milliards par rapport au mois précédent.

A fin septembre 2007, l'encours des crédits du système bancaire au secteur

privé serait constitué de 828,6 milliards de crédits à court terme, 299,2 milliards de crédits à moyen terme et 23 milliards de crédits à long terme, soit 2%.

Les activités dans l'industrie manufacturière, les « Hôtels-Bars-Restaurants » et les services resteraient les plus financées par le système bancaire. Le financement bancaire de l'industrie manufacturière ressortirait à 326,8 milliards, composés de 255,8 milliards de crédit à court terme, 70 milliards de crédits à moyen terme et de 1,03 milliards de crédits à long terme. S'agissant des « Hôtels - Bars- Restaurants », ils seraient financés à hauteur de 302,2 milliards à fin septembre 2007, répartis en crédits à court terme pour 242,3 milliards, crédits moyen terme pour 56,8 milliards et crédits long terme en raison de 3,10 milliards. Pour sa part, l'encours des crédits accordés aux services s'afficherait à 203,9 milliards dont 105,1 milliards de crédits à court terme, 81,7 milliards de crédits à moyen terme et 17,2 milliards de crédits à long terme.

Graphique 12 : Répartition des crédits au secteur privé selon la durée et la branche d'activité



8.3 Masse monétaire en contraction

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire passerait de 1903 milliards à 1874,2 milliards entre fin août et fin septembre 2007, diminuant ainsi de 28,8 milliards ou 1,5% en variation mensuelle. Ce recul serait porté par les billets et pièces hors banques (circulation fiduciaire) et les dépôts en banques.

En effet, à fin septembre 2007, les billets et pièces hors banques se situeraient à 457,7 milliards contre 469,8 milliards à la fin du mois précédent, soit une baisse de 12,1 milliards en évolution mensuelle. Ils représenteraient 24,4% de la masse monétaire.

Concernant les dépôts en banques, ils se chiffreraient à 1409,8 milliards à fin septembre 2007. Ils diminueraient de 16,7 milliards par rapport à fin août 2007 et représenteraient la plus grande partie de la masse monétaire, soit 75,2%.

Quant aux dépôts en comptes chèques postaux (CCP), ils sont estimés à 6,7 milliards à fin septembre 2007, restant au même niveau qu'un mois auparavant et représentant 0,4% de la masse monétaire.

Tableau 10 : Situation monétaire intégrée (Juin 07 – Septembre 07)

	JUIN 07 *	JUILLET 07*	AOÛT 07* (1)	SEPT. 07 (2)	Variation absolue (2)/(1)	Variation relative (2)/(1)
AEN	823,2	847,4	888,9	836,9	-52,0	-5,8
AEN BCEAO	656,9	644,0	705,1	667,9	-37,2	-5,3
AEN BANQUES	166,3	203,4	183,8	169,0	-14,8	-8,1
CREDIT INTERIEUR	1174,7	1127,5	1151,6	1174,7	23,1	2,0
PNG	4,0	-19,2	-7,1	23,9	31,0	-436,6
C. ECO	1170,7	1146,7	1158,7	1150,8	-7,9	-0,7
* Campagne	21,3	16,1	13,5	12,6	-0,9	-6,7
* Ordinaire	1149,4	1130,7	1145,3	1138,2	-7,1	-0,6
MASSE MONETAIRE	1847,4	1837,5	1903,0	1874,2	-28,8	-1,5
CIRCULATION FIDUCIAIRE	438,2	454,6	469,8	457,7	-12,1	-2,6
DEPOTS EN C.C.P.	6,7	6,7	6,7	6,7	0,0	0,0
DEPOTS EN BANQUES	1402,5	1376,2	1426,5	1409,8	-16,7	-1,2

Source : BCEAO/Agence (*) Données rectifiées par rapport aux précédentes éditions